

↓ 2009/140/CE Art. 3.3 (adapté)
⇒ nouveau

Article 5 46

~~Droits d'utilisation de radiofréquences et de numéros~~ ☒ **Autorisation d'utilisation du spectre radioélectrique** ☒

1. Les États membres facilitent l'utilisation ~~des radiofréquences~~ ⇒ du spectre radioélectrique, y compris son utilisation partagée, ⇐ en vertu d'autorisations générales ⇒ et limitent l'octroi de droits individuels d'utilisation du spectre radioélectrique aux situations dans lesquelles ils sont nécessaires pour maximiser l'efficacité de cette utilisation en fonction de la demande, en tenant compte des critères énoncés au deuxième alinéa ⇐ . ⇒ Dans tous les autres cas, ils établissent les conditions d'utilisation du spectre radioélectrique dans une autorisation générale. ⇐

⇒ À cette fin, les États membres déterminent le régime le plus approprié pour autoriser l'utilisation du spectre radioélectrique en tenant compte ⇐ ~~Le cas échéant, les États membres peuvent octroyer des droits individuels pour:~~

↓ nouveau

- (a) des caractéristiques spécifiques du spectre radioélectrique concerné;

↓ 2009/140/CE Art. 3.3
⇒ nouveau

- (b) ⇒ de la nécessité d'assurer la protection contre ⇐ ~~éviter~~ le brouillage préjudiciable;

↓ nouveau

- (c) des exigences relatives à un accord de partage fiable, le cas échéant;

↓ 2009/140/CE Art. 3.3 (adapté)
⇒ nouveau

- (d) ⇒ du degré de résilience approprié du récepteur pour ⇐ assurer la qualité technique ⇒ des communications ou ⇐ du service;
- ~~préservant l'efficacité de l'utilisation du spectre, ou~~
- (e) ~~réaliser d'autres~~ des objectifs d'intérêt général définis par les États membres conformément à la législation communautaire ☒ de l'Union ☒ .

↓ nouveau

Lorsqu'ils appliquent une autorisation générale ou des droits individuels, en tenant compte des mesures adoptées en vertu de la décision n° 676/2002/CE si la bande concernée du spectre radioélectrique a été harmonisée, les États membres s'efforcent de réduire au minimum les problèmes de brouillage préjudiciable, y compris dans les cas d'utilisation partagée du spectre

radioélectrique fondée sur la combinaison d'une autorisation générale et de droits individuels d'utilisation. À cette fin, ils ont égard à la nécessité:

- de conserver des incitations en faveur de l'intégration de technologies de récepteurs résilients dans les appareils;
- de prévenir les perturbations causées par des utilisateurs alternatifs;
- d'éviter dans toute la mesure du possible l'application du principe de l'absence de brouillage et de protection aux régimes d'autorisation générale; et
- dans les cas où ce principe continue de s'appliquer, d'assurer la protection contre le brouillage hors bande.

2. Lorsqu'elles prennent une décision en application du paragraphe 1 afin de faciliter l'utilisation partagée du spectre radioélectrique, les autorités compétentes veillent à ce que les règles et conditions applicables à cette utilisation partagée soient clairement énoncées et concrètement précisées dans les actes d'autorisation.

3. La Commission peut, en tenant le plus grand compte de l'avis du groupe pour la politique en matière de spectre radioélectrique, adopter des mesures d'exécution sur les modalités d'application des critères, des règles et des conditions visés aux paragraphes 1 et 2 en ce qui concerne le spectre radioélectrique harmonisé. Elle adopte ces mesures d'exécution en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 110, paragraphe 4.

Article 47

Conditions dont sont assortis les autorisations générales et les droits d'utilisation du spectre radioélectrique

1. Les autorités compétentes assortissent les droits individuels et les autorisations générales d'utilisation du spectre radioélectrique conformément à l'article 13, paragraphe 1, de conditions de nature à garantir l'utilisation la plus efficace et efficiente du spectre radioélectrique par les bénéficiaires de l'autorisation générale, les titulaires de droits individuels ou tout tiers auquel tout ou partie d'un droit individuel a été cédé ou loué. Elles définissent clairement toutes ces conditions, parmi lesquelles le niveau d'utilisation requis et les possibilités de négoce et de location au regard de cette obligation afin d'assurer la mise en œuvre de ces conditions conformément à l'article 30. Les conditions appliquées au renouvellement des droits d'utilisation du spectre radioélectrique ne doivent pas procurer d'avantages indus aux titulaires existants de ces droits.

Afin de maximiser l'efficacité de l'utilisation du spectre radioélectrique, lorsqu'elle détermine la quantité et le type de spectre radioélectrique à assigner, l'autorité compétente est notamment attentive:

- a. à la possibilité de combiner des bandes complémentaires dans un processus d'assignation unique; et
- b. à la question de la taille des blocs de fréquences ou de la possibilité de combiner ces blocs au regard de leurs utilisations possibles, compte tenu notamment des besoins des nouveaux systèmes de communications émergents.

Les autorités compétentes consultent et informent en temps utile les parties intéressées au sujet des conditions dont sont assortis les droits individuels d'utilisation et les autorisations générales avant de les imposer. Elles déterminent au préalable les critères selon lesquels sera